Onfray

mieux de se taire ?



Le bouffon médiatique

tel qu'en lui-même

(et par d'autres)

Michel Onfray

Le principe de Gulliver : le post-anarchisme ici & maintenant

Le Monde Libertaire, décembre 2009.

Jean-Pierre Garnier

Renouer avec un anticapitalisme assumé

Le Monde Libertaire, décembre 2009.

Jean-Pierre Garnier

Le libertaire du Président

Agone, janvier 2010.

Michel Onfray

Catastrophe de la pensée catastrophiste

Le Point, mars 2011.

Bertrand Louart

Le tronc du culte de la technoscience

Ire des chênaies, mai 2011.

Brochure réalisée par
Bertrand Louart
Radio Zinzine
04 300 Limans

Michel Onfray

Le principe de Gulliver : le post-anarchisme ici & maintenant

Article paru dans *Le Monde Libertaire* [1],
Hors-série n°38 (24 décembre 2009-22 février 2010) [2]

La domination sans partage du libéralisme, la contamination de ce qui fut une gauche dite socialiste par cette idéologie proliférant comme une tumeur maligne dans le moindre recoin de la société civile, de la psyché de notre société, de l'âme du plus modeste des citoyens, cette domination, donc, a généré un nouveau mode d'exploitation : un mode micrologique.

Le fascisme casqué, armé, botté a fait son temps en Occident. La domination politique s'effectue plus subtilement avec des instruments plus fins et des acteurs moins repérables.

La disparition du fascisme macrologique centralisé et bureaucratique, administratif et étatique, a laissé place à des microfascismes décentralisés et rhizomiques, intersubjectifs et disséminés. Le pouvoir n'est plus dans un lieu spécifique comme l'ont cru les marxistes, il est partout. Dès lors le fascisme n'est plus ici ou là, en des lieux facilement identifiables, mais partout, dans des situations éphémères, provisoires.

Ce nouvel état des lieux contraint à modifier la stratégie politique : le marxisme a montré ses limites dans les grandes largeurs. Le communisme pour demain a surtout prouvé la dictature pour aujourd'hui – et cet aujourd'hui a duré longtemps à l'Est… Le laminage des autres socialismes par le socialisme marxiste a fait long feu. Il s'agit non pas de rompre avec l'idée socialiste mais avec sa seule formule marxiste – ou communiste autoritaire. D'où la nécessité d'aller regarder du côté du socialisme qu'on a dit utopique.

Je distingue le capitalisme du libéralisme et désespère qu'on confonde souvent les deux termes : le capitalisme est un mode de production des richesses dans lequel la rareté constitue la valeur et le libéralisme un mode de redistribution des richesses dans lequel le marché libre fait la loi. Le capitalisme est aussi vieux que le monde et durera autant que lui : nous ne sommes pas tenus de souscrire à la seule définition marxiste qui

---

[1] <http://www.monde-libertaire.fr/debats/13589-le-principe-de-gulliver-le-post-anarchisme-ici-maintenant>
[2] <http://www.monde-libertaire.fr/hors-serie-n38-24-decembre-2009-22-fevrier-2010>

confine le mot et la chose dans une fourchette historique avec date de naissance dans la période industrielle et date de décès prévue le jour de la révolution prolétarienne…

En revanche, ce capitalisme se coefficiente : le capitalisme néolithique n'est pas le capitalisme financier, qui n'est pas le capitaliste antique des gréco-romains ni sa formule médiévale, encore moins celui qu'on prend souvent pour le seul, le capitalisme industriel. Le problème est donc moins dans le substantif que dans son épithète : capitalisme, certes, mais quel capitalisme ? Capitalisme libéral, non merci.

Proudhon avait prévu cette aventure et proposait non pas une abolition de toute propriété mais celle de ce qu'il nommait l'« aubaine », autrement dit le bénéfice fait par un propriétaire sur la spoliation d'une force de travail qui n'était pas prise en considération et rémunérée dans le salaire. Le fédéralisme, le mutalisme, l'association et autres formes de contrats synallagmatiques volontaires proposés par Proudhon constituent une solution viable pour répondre ici et maintenant, en dehors de toute considération politique millénariste, iréniste, utopiste, apocalyptique.

Un capitalisme libertaire est donc possible. Il suffit qu'on pense de façon dialectique en effectuant un droit d'inventaire sur la belle tradition anarchiste européenne. Ce qui a été pensé par les grands ancêtres afin de répondre aux problèmes posés par le XIXe siècle ne saurait fonctionner sans une réactivation de cette pensée antiautoritaire, immanente, contractuelle et pragmatique qu'est le socialisme libertaire.

Le post-anarchisme nomme aujourd'hui la pensée libertaire qui, ayant pris en considération les leçons du XIXe siècle, effectue un droit d'inventaire et propose une politique pragmatique, concrète, immanente et praticable ici et maintenant.

La politique que je propose suppose ce que je nomme le principe de Gulliver : chacun connaît l'histoire de Swift qui montre comment un géant peut être entravé par des lilliputiens si, et seulement si, le lien d'une seule de ces petites créatures se trouve associé à une multiplicité d'autres attaches. L'histoire de Gulliver illustre à ravir la leçon de La Boétie : « Soyez résolus de ne plus servir et vous voilà libres. » La domination n'existe que par le consentement de ceux qui ne la refusent pas. Si l'on refuse l'assujettissement, et que l'on est assez nombreux pour cela (leçon de l'association d'égoïstes de Stirner…), alors ce pouvoir s'effondre de lui-même, car il ne tient sa force que de notre faiblesse, il n'a de pouvoir que de notre soumission.

Concrètement, il s'agit, d'une part, de ne pas créer les microfascismes que définissent des assujettissements, des dominations, des sujétions, des dépendances, des servitudes, des pouvoirs, d'autre part, de ne pas y consentir. Car la logique domination/servitude n'existe que par la volonté de ceux qui dominent et par l'absence de détermination de ceux qui subissent cet empire. Chaque microfascisme doit être désintégré par une microrésistance.

La révolution n'est donc pas affaire idéale, destinée à produire ses effets demain et permettant aujourd'hui les pires exactions de la part de ces prétendus révolutionnaires animés la plupart du temps par le ressentiment doublé d'une forte passion pour la pulsion de mort, mais possibilité *hic et nunc*. Cette perspective de révolution concrète libertaire, non autoritaire, opposée au sang et aux armes, à la violence et à la terreur, présente également l'avantage de mettre le prétendu révolutionnaire au pied du mur : il n'a pas le prétexte de la négativité hégélienne pour justifier l'injustifiable dans l'instant au prétexte qu'il prépare le bonheur de demain – qui n'arrive jamais…

Dans l'ordre des choses d'un socialisme libertaire actionné selon la mécanique des microrésistances concrètes, on voit alors le féministe sur le papier, l'antiraciste sous les calicots, l'écologiste des banderoles, l'antifasciste au mégaphone, le révolutionnaire au slogan, tenus d'être féministe dans sa relation amoureuse, antiraciste au quotidien, écologiste dans ses habitudes, ses comportements, ses faits et gestes, antifasciste dans toutes ses relations intersubjectives – avec ses enfants, ses proches, sa famille, ses voisins, ses collègues de travail, ses voisins de table, de transport en commun, ses congénères dans la rue et toute autre situation concrète…

La perspective du « devenir révolutionnaire des individus » – pour citer Gilles Deleuze – trouve ici sa vérité. En politique, l'hédonisme se résume à la vieille proposition utilitariste des Lumières : il faut vouloir le plus grand bonheur du plus grand nombre. Non pas demain, trop facile, trop simple, trop confortable, mais ici et maintenant, tout de suite. Cet impératif présente l'avantage de permettre un tri redoutable dans la masse des rhéteurs. À cette aune, nombre de héros révolutionnaires de papier fondent comme neige au soleil… Restent les subjectivités dignes de considération.

Michel Onfray

Jean-Pierre Garnier

Renouer avec un anticapitalisme assumé

Article paru dans *Le Monde Libertaire* [3],
Hors-série n°38 (24 décembre 2009-22 février 2010) [4]

Au risque de paraître paradoxal sinon provocateur, je dirai que le principal acquis de l'altermondialisme réside dans ses limites. Au vu des (maigres) résultats obtenus face aux « mutations » et aux « bouleversements » non pas du début du siècle – ils ne datent pas du 11 septembre 2001 – mais des dernières décennies, ce qui est acquis ou devrait l'être, en effet, c'est la difficulté, pour ne pas dire l'incapacité, du mouvement altermondialiste à répondre de manière offensive aux trois « défis majeurs » suscités par le règne désormais sans contrepoids du capitalisme : la mise en concurrence généralisée entre travailleurs à l'échelle planétaire, le recours systématique au terrorisme d'État pour écraser les résistances sociales à l'extérieur comme à l'intérieur et la poursuite de la dévastation écologique que les secteurs éclairés des classes dirigeantes cherchent maintenant à rentabiliser, économiquement (cf. « capitalisme vert ») et idéologiquement (cf. mobilisation consensuelle en faveur de « l'environnement »), sous le signe du « développement durable ».

De l'alter- à l'anti-

Le passage du mouvement « antimondialiste » à l'« altermondialisme » a été qualifié par certains de ses promoteurs de « bifurcation historique ». Erreur d'aiguillage idéologique et politique, plutôt : il aurait mieux valu renouer avec l'anticapitalisme, quitte à en renouveler la vision et la visée, aux plans théorique et pratique. Choisir l'« anti » plutôt que de l'« alter » n'est pas se complaire dans la négativité. D'abord, parce qu'il faut se méfier des fausses positivités adoptées au nom du « réalisme » et dictées en fait par l'opportunisme, synonymes d'impuissance face à l'adversaire voire de connivence avec lui (cf. syndicats : « force de protestation » / « de

[3] <http://blog.agone.org/post/2010/01/06/Renouer-avec-un-anticapitalisme-assume>
[4] <http://www.monde-libertaire.fr/hors-serie-n38-24-decembre-2009-22-fevrier-2010>

proposition » ; partis : « culture d'opposition » / « de gouvernement »). Ensuite, il faut quand même rappeler que l'anticapitalisme n'a de sens que par rapport à l'horizon de l'engagement et de la lutte. À savoir le communisme ou le socialisme, dans le sens fort et entier du terme, c'est-à-dire un mode d'organisation sociale radicalement autre et non une variante de celui qui existe, et sans rapport aucun avec les régimes ou les partis qui ont usurpé ces appellations.

Troquer l'« anti » pour l'« alter », c'est au contraire se placer sur le terrain idéologique de l'ennemi. Donc se condamner à être récupéré, comme le prouvent la reprise des thématiques et le débauchage de certaines figures de proue de l'altermondialisme. Et parler de « mondialisation » revient, au plan idéologique, à avaliser le postulat devenu vulgate selon lequel le devenir-monde du capitalisme daterait des dernières décennies du XXe siècle. Or un minimum de connaissances historiques permettrait de savoir que le processus a pris naissance dès la formation du mode de production capitaliste avec l'expansion commerciale et coloniale à partir de la fin du XVe siècle et, surtout, au XVIe siècle. Ce que l'on appelle à tort « mondialisation » ou « globalisation » correspond à la troisième phase du développement du capitalisme – après sa nationalisation et son internationalisation –, à savoir celle de sa transnationalisation, à la fois cause et effet de l'invalidation de l'État-nation qui constituait le cadre structurant du capitalisme au cours de l'étape précédente de son évolution, la période internationale. Autrement dit, le processus par lequel le capitalisme produit un monde propre, un système socio-spatial aux traits spécifiques, a débuté bien avant qu'il ne devienne une réalité planétaire.

Au plan politique, ensuite, faute de saisir le lien entre le devenir monde du capitalisme et le devenir capitaliste du monde, on en vient à ne plus envisager le mythique « autre monde possible » que sous la forme d'un *autre monde capitaliste* ou un *monde autrement capitaliste*, mais non d'un monde autre que capitaliste. Dès lors, le refus affiché du libéralisme ne peut qu'aller de pair avec l'acceptation implicite du capitalisme. On s'en prend à la « marchandisation du monde » sans engager la bataille contre les rapports de production qui opèrent cette marchandisation universelle. Le capitalisme n'est critiqué que pour l'irrationalité de son fonctionnement et l'immoralité de ses excès, mais non en tant que système d'exploitation divisant l'humanité en classes dominantes ou dominées. On espère l'amender, le moraliser, l'humaniser, le civiliser, bref le réformer, perspective prétendument réaliste opposée aux « utopies révolutionnaires ». Réformisme à courte vue, car toute l'histoire du capitalisme a montré que la bourgeoisie n'acceptait les réformes

favorables aux couches populaires que sous la menace – fantasmée ou non, peu importe – d'une révolution. Que cette menace disparaisse, les capitalistes et leurs fondés de pouvoir gouvernementaux repartent à l'offensive, comme c'est le cas depuis plus de trois décennies. D'où l'urgente nécessité de renouer avec un internationalisme anticapitaliste. Renouement qui implique bien sûr un renouvellement. À commencer par celui des pratiques de lutte.

Un esprit de corps cosmopolite

Sans vouloir leur faire un procès d'intention, on ne peut que noter la propension des chefs de file, des maîtres à penser et des experts de l'altermondialisme à fonctionner en vase clos, c'est-à-dire entre eux et avec les leaders politiques, syndicaux ou associatifs plus ou moins notabilisés de la gauche institutionnelle, voire les ministres ou les présidents des gouvernements jugés « progressistes » auprès desquels ils aiment à jouer les conseillers du Prince. D'où une certaine allergie de leur part – pour ne pas parler d'arrogance – face aux interpellations venues d'« en bas » qui les conduit à ne pas supporter le rappel de quelques vérités élémentaires qui vont à l'encontre de leurs prétentions ou de leurs illusions, pour ne rien dire de leur autosatisfaction.

Pour ce qui est de leurs prétentions, chacun sait que l'ère est révolue où les « forums sociaux mondiaux » pouvaient apparaître comme le terreau où allait éclore le fameux « autre monde possible ». Après avoir atteint un pic en 2003, les contre-sommets, « décentralisés » à partir de 2006, ont perdu le peu d'impact qu'ils avaient eu sur le cours concret de l'évolution du monde « globalisé ». En cette année 2008, les initiatives se sont limitées à une seule journée, le 28 janvier, éparpillées en une myriade de rencontres intellectuelles comme celle d'aujourd'hui ici. Fort utiles pour maintenir le moral des participants et enrichir leur réflexion critique sur l'état du monde, il faut cependant admettre qu'elles ne sont pas de nature à faire trembler le gratin réuni au même moment à Davos !

L'innocuité de ces rassemblements face à l'ennemi vaut aussi pour les « forums continentaux ». Celui, « européen », de Saint-Denis, par exemple, où l'on parlait de tout sauf de ce qui se passait sur place, n'a en rien contribué à améliorer la situation des habitants des cités du « 9-3 », comme devaient le confirmer les « émeutes » de novembre 2005.

À l'étranger, le premier Forum congolais de 2007 n'a pas enclenché le processus escompté, alors qu'il était censé, si l'on en croit le sociologue belge François Houtard, l'un des grands prêtres de l'altemondialisme, marquer « l'entrée du pays dans une dynamique nouvelle » qui donnerait

au peuple « la maîtrise de son propre sort, le contrôle de ses dirigeants pour que leur action se situe dans la ligne du bien commun », avec pour horizon la « reconstruction », la « transformation » et le « bien être ». Pourtant, selon un rapport publié le 22 janvier 2008 par l'association International Rescue Committee sur la base de cinq études de mortalité, 5,4 millions de ressortissants de cette bien mal nommée République Démocratique du Congo auraient perdu la vie depuis 1998, en raison non seulement de la guerre (1998-2003) et de la poursuite des violences ici et là, mais aussi des maladies non soignées et de la sous-nutrition. Et que dire d'un autre forum africain, celui de Nairobi ! Les événements survenus au Kenya au début de l'année 2008 se sont chargés de mettre en lumière, *a posteriori*, le déphasage complet entre les envolées optimistes des têtes d'affiche altermondialistes venues d'Europe et la situation réelle du pays, au plan socio-économique mais aussi politique et culturel. Même si cela risque de déplaire à certains, cette déconnexion entre les discours un peu trop triomphalistes des ténors de l'altermondialisme et la réalité doit pouvoir être interrogée. Elle a quelque chose à voir avec un phénomène de classe qu'il ne sert à rien de dissimuler plus longtemps : la plupart des membres de ce qu'il faut bien appeler la « jet-set altermondialiste » ne voient ni ne savent de la réalité d'un pays que ce que les visites guidées et commentées par leurs hôtes leur permettent de voir et de savoir. Des hôtes à leur image avec lesquels ils sentent d'autant plus d'affinités que ces derniers ne sont pas en reste pour calquer leurs manières d'agir et de penser sur celles de leurs invités.

« Les grands vivent dans de grands espaces », énonce un dicton. Ils ne sont pas les seuls : c'est également le cas des franges supérieures de la petite bourgeoisie intellectuelle, bien dotées en capitaux scolaires, culturels et relationnels. Immergés eux aussi dans la « mondialisation libérale », les membres de la haute et moyenne *intelligentsia*, fût-elle « de gauche » voire « à gauche de la gauche », partagent avec les bourgeois un trait commun : être animés par un « esprit de corps transnational », pour reprendre une formulation d'une sociologue [5]. Cet esprit les porte à ne frayer qu'avec leurs semblables lorsqu'ils se trouvent à l'étranger, exactement comme ils le font en France, d'ailleurs. D'où une même méconnaissance que celle des bourgeois – concertée, il est vrai, chez ces derniers, indifférents au sort des exploités – des conditions d'existence réelles des couches populaires dans les pays où ils sont invités et, plus encore, une ignorance de ce que ces dernières peuvent effectivement ressentir face à ces conditions. Ce qui

[5] Anne-Catherine Wagner, *Les Classes sociales dans la mondialisation*, coll. Repères, La Découverte, 2007.

n'empêchera pas ces globe-trotters diplômés et bien intentionnés de parler au nom des dépossédés et des humiliés.

L'inefficacité des contre-sommets organisés par le mouvement altermondialiste n'est pas sans lien avec le fait que celui-ci soit porté par ces catégories sociales. Alors que le cosmopolitisme élitiste des classes dominantes est parfaitement congruent avec le statut et la fonction de « nouveaux maîtres du monde » qui doivent se concerter et se coordonner pour en garder la maîtrise, celui pratiqué par les franges supérieures de la petite bourgeoise intellectuelle « critique » à l'égard du néo-libéralisme va à l'encontre du rôle auquel elle prétend. Déjà structurellement coupée des masses par sa position dans la division sociale du travail et, politiquement, par son refus de la remettre en cause, sinon de façon rhétorique, elle ne peut qu'approfondir ce fossé en se transnationalisant du fait du caractère sélectif de l'accès aux ressources internationales. Car n'oublions pas que la mobilité géographique volontaire est un privilège de classe. Et plus la mondialisation des échanges se développe, plus l'autochtonie des couches populaires est dévalorisée, y compris aux yeux de ceux qui se veulent solidaires de leurs luttes. Il n'est dès lors pas étonnant que les appels à la mobilisation émanant des (contre-) sommets en direction de la base soient inopérants.

« Penser globalement, agir localement. »

Ce mot d'ordre ressassé ne doit pas servir de prétexte aux préposés à la pensée globale pour laisser à d'autres l'action locale, au risque de sous-estimer, voire d'oublier l'enracinement national du combat à mener contre la domination et l'exploitation. Tout se passe comme si les luttes populaires menées dans des contrées exotiques importaient plus que celles qui sont menées chez soi. Illustration de cette indifférence à l'égard du « local » : le silence assourdissant de l'élite altermondialiste hexagonale face à la criminalisation et à la répression de la révolte des futurs sous-prolétaires des « cités », en novembre 2005, ou, plus récemment, à Villiers-le-Bel, à la fin de 2007. Assisterait-on à un remake de la dérive tiers-mondiste ? Non plus pour « faire la révolution » par procuration, mais pour combattre le néo-libéralisme, par peuples du « sud » interposés (cf. la fascination actuelle pour l'Amérique latine). Ne conviendrait-il pas, plutôt, de recentrer davantage nos efforts militants, dans la réflexion comme dans l'action, sur le cadre national ? Pas seulement pour défendre des acquis dans des batailles perdues d'avance débouchant tout au plus sur des victoires éphémères. Mais pour reprendre l'offensive dans la perspective de l'ouverture d'un nouveau front anticapitaliste, en Europe et non ailleurs ? En soutenant activement, par exemple, le néo-prolétariat

qui s'éveille à la politique, au sens non politicien du terme, dans et par la lutte contre l'exploitation : les livreurs de Pizza Hut, les « équipiers » de McDo, les vendeurs de la Fnac, les « nettoyeuses de surfaces », les caissières de supermarché…

Que l'on ne vienne pas objecter que s'impliquer en priorité dans la lutte anticapitaliste au niveau national est une démarche dépassée, voire réactionnaire. Jusqu'à plus ample informé, le caractère national de la Révolution française, de la Révolution d'Octobre, de la Révolution cubaine, si souvent évoquées ou invoquées, n'a pas limité leur impact international. Si elles ont pu « ébranler le monde », c'est par la radicalité des transformations sociales qu'elles ont enclenchées. C'est l'altérité de la société qui émergeait de ce processus, la preuve en acte qu'un « autre monde » était effectivement possible, qui soulevèrent un immense espoir parmi les exploités et les dominés des autres pays, qui provoquèrent parallèlement la fureur et la crainte des possédants par-delà les frontières et qui, par contrecoup, suscitèrent un mouvement de solidarité internationaliste de la part des opprimés.

En guise de conclusion, je terminerai à la manière de Margaret Thatcher : « Il n'a pas d'autre alternative. » Je veux dire, vous l'aurez compris, pas d'alternative au capitalisme autre que le communisme ou, si le mot effraie pour avoir été longtemps usurpé, qu'un socialisme au sens où l'entendait Rosa Luxembourg, lorsqu'elle parlait de l'alternative « socialisme ou barbarie ».

Jean-Pierre Garnier

Jean-Pierre Garnier

Le libertaire du Président

Sur l'alternative au capitalisme selon Michel Onfray

Article paru sur le blog des éditions Agone [6], 28 janvier 2010

Certains de ceux qui s'aventurent encore, par curiosité sinon par masochisme, à lire le journal de révérence qu'est Le Monde *se sont déclarés atterrés par la lettre ouverte adressée, le 25 novembre 2009, par Michel Onfray à Nicolas Sarkozy qui venait d'exprimer son désir de voir les cendres d'Albert Camus transférées au Panthéon.*

Il faut dire que notre chantre hexagonal de l'« hédonisme libertaire » n'y était pas allé de main morte. Non content de prendre au pied de la lettre et pour argent comptant la énième profession de foi démagogique du président de la République, il le mettait au défi de mettre ses actes en accord avec ses paroles en le sommant d'inscrire dorénavant son combat « dans la logique du socialisme libertaire » dont Albert Camus aurait été, si l'on en croit Onfray, l'une des figures majeures. « En agissant de la sorte », certifiait ce dernier pour clore sa supplique, Nicolas Sarkozy se trouverait « à l'origine d'une authentique révolution qui nous dispenserait d'en souhaiter une autre ».

Ne seront cependant surpris par cet étalage d'infatuation et de servilité que ceux à qui avait échappé, deux ans auparavant, le « dialogue », pourtant fortement médiatisé, opposant comme larrons en foire le philosophe et le futur président de la République dans l'un des salons confortables du ministère de l'Intérieur, où le patron des flics de France avait invité son libertaire à un petit déjeuner pour débattre, entre autres, de l'existence de Dieu et de la différence entre le Bien et le Mal [7]. À lire la présentation que fit par la suite Onfray de cette rencontre au sommet de l'ineptie et de la cuistrerie, avantageuse pour lui et reproduite par ses soins sur plusieurs sites Internet, l'incompatibilité de la vision du monde des deux zigotos serait totale. La suite devrait néanmoins permettre d'en douter.

On sait que, jour après jour, la criminalisation des formes non homologuées par l'État de résistance à l'ordre capitaliste progresse à pas de géant [8]. Elle a revêtu un aspect aussi spectaculaire que grotesque avec

---

[6] <http://blog.agone.org/post/2010/01/25/Le-libertaire-du-President>
[7] Entretien Onfray-Sarkozy, *Philosophie magazine*, n° 8, mars 2007.
[8] Voir l'ouvrage roboratif de Claude Guillon, *La Terrorisation démocratique*, Libertalia, 2009.

la rafle opérée le 11 novembre 2008 sur le plateau des Millevaches d'un prétendu groupe de terroristes virtuels qui avaient osé mener une vie non conforme à cet ordre, avec, circonstance aggravante, l'assentiment et l'appui de la population locale. Or, voilà qu'un philosophe, tendance hédonisto-égologique, très coté dans les salons libertaires et les salles de rédaction des grands médias, quand ce n'est pas dans les palais de la République, n'avait rien trouvé de mieux que de jouer les Monsieur Loyal dans ce show sécuritaire en traitant ces jeunes dissidents de « rigolos », « crétins » et « adolescents attardés » [9]. Comparons avec la réaction d'un autre philosophe, italien celui-là, qui prenait leur défense, discernant en eux de nouvelles victimes de « lois et de mesures de police qu'on aurait autrefois jugé barbares et antidémocratiques », n'ayant « rien à envier à celles qui étaient en vigueur en Italie durant le fascisme » [10].

En fait, les « rigolos », les « crétins » et autres « adolescents attardés » n'étaient pas à rechercher du côté d'un village perdu de Corrèze. Mais bien plutôt dans les salles de rédaction, les studios de radio ou sur les plateaux de télévision parisiens où le rocambolesque *storytelling* antiterroriste concocté par la DCRI (Direction centrale du renseignement intérieur) avait fait saliver les journaleux du Parti de la presse et de l'argent au point de leur faire oublier les rudiments les plus élémentaires de ce qui est supposé être leur métier. Sans doute est-ce parce qu'il est devenu un assidu de ces hauts lieux de la désinformation que le philosophe français mentionné plus haut en est venu à gober sans broncher les fariboles du premier plumitif venu. « La présentation des faits par les médias, relayant à chaud, faute de mieux [*sic*], la version policière ne semblait faire aucun doute », expliquera-t-il peu après à *Libération* en guise d'excuse [11]. Sans s'apercevoir qu'il ne faisait qu'aggraver son cas. Car, fût-il autoproclamé, comme c'est souvent le cas, un « libertaire » est tout de même censé savoir que la presse de marché n'a jamais répugné à relayer, quand elle ne les anticipe pas, les mensonges les plus éhontés des pouvoirs en place.

Il faut dire qu'à cet adepte d'une « gestion libertaire du capitalisme », selon ses propres termes, la critique radicale dont ce dernier fait l'objet est toujours demeurée totalement étrangère. La veille du raid des encagoulés sur Tarnac, il faisait encore part aux téléspectateurs d'une chaîne publique de son opinion à propos du capitalisme, réduit par lui à « un mode de production de richesses qui suppose la propriété privée. Qui peut être contre ? Comment peut-on être contre ? », feignait-il de

---

[9] Michel Onfray, *Siné hebdo*, 19 novembre, 2008.
[10] Giorgio Agamben, *Libération*, 19 novembre 2008.
[11] Michel Onfray, « Rebonds », *Libération*, 3 décembre 2008.

s'interroger [12]. Que cette propriété privée soit celle des moyens de production, et que ladite richesse ne soit pas autre chose que de la plus-value extorquée aux prolétaires sur la base du travail salarié, ne paraît pas effleurer la conscience de notre philosophe. Qui parle d'« exploitation » ? Pas lui, en tout cas. Et pour cause.

Le Monde libertaire vient de publier un « hors série » de fin d'année où figure, en cahier central, une série de points de vue, émanant de lecteurs de ce journal, censés répondre à la question « Quelle alternative au capitalisme et à la social-démocratie ? » [13] Interrogation qui a dû paraître bien saugrenue à notre rebelle de confort. Parmi ces points de vue, en effet, on trouve, outre le mien [14], celui de Michel Onfray. Or, cet anarchiste couronné se déchaîne, avec une fougue digne d'un BHL, d'un André Glucksman ou d'un Alexandre Adler, contre le marxisme, « qui a montré ses limites dans ses grandes largeurs » ; contre le « communisme pour demain », qui « a surtout prouvé la dictature pour aujourd'hui » ; et contre « ces prétendus révolutionnaires, animés la plupart du temps par le ressentiment doublé d'une forte passion pour la pulsion de mort ».

Onfray en profite pour nous resservir en prime sa conception d'un « socialisme libertaire » qui aurait l'« avantage de mettre le prétendu révolutionnaire au pied du mur », car non seulement un « capitalisme libertaire est possible », mais il est, pour ainsi dire, inévitable puisque, toujours selon notre fonctionnaire de l'incorrection politique, « le capitalisme est aussi vieux que le monde et durera autant que lui », donc compatible avec « une perspective de révolution concrète libertaire ».

Telle serait donc cette « authentique révolution qui nous dispenserait d'en souhaiter une autre » qu'Onfray avait donné pour mission de réaliser à Sarkozy. Dans quel sens ? Les gens intéressés pourront découvrir la réponse, aussi indigente que prétentieuse, dans le reste de l'article.

Faut-il laisser passer sans réagir une profession de mauvaise foi qui témoigne à la fois d'une ignorance crasse de ce qu'est le capitalisme (et la pensée marxienne, confondue avec l'idéologie marxiste) ? Faut-il laisser fleurir ces illusions mêlées de couardise typiques du néo-petit-bourgeois qui rêve d'en finir avec la domination sans avoir à s'affronter avec les dominants ?

Onfray libertaire ? À lire ou à entendre ses propos, ce serait plutôt Onfray-mieux-de-se-taire.

Jean-Pierre Garnier

---

[12] Michel Onfray, « Mots croisés », France 2, 10 novembre 2008.
[13] *Le Monde libertaire*, 29 décembre 2009-22 février 2010.
[14] Il s'agit du texte « Renouer avec un anticapitalisme assumé ».

Michel Onfray

Catastrophe de la pensée catastrophiste

Article paru dans l'hebdomadaire *Le Point*, 22 mars 2011

L'un des signes du nihilisme contemporain se trouve dans le pessimisme : la quasi-totalité des problèmes d'aujourd'hui sont abordés sous l'angle du pire. La logique médiatique n'est pas pour peu dans la prolifération de cette négativité : elle ne vit que de la catastrophe. Qui peut imaginer une "ouverture" du journal de 20 heures (la grand-messe cathodique qui fabrique l'opinion, comme le fit pendant plus d'un millénaire la grand-messe catholique...) avec une bonne nouvelle ? Le fait divers accroche l'auditeur, à savoir le consommateur de publicité, autrement dit la cible de l'actionnaire, mieux qu'une information positive. Quelle "une" de presse écrite se fait avec autre chose que le sensationnel ? Ce tropisme s'explique par le fait que les médias fonctionnent moins avec le cerveau, la raison et l'intelligence qu'avec les émotions, les tripes et le pathos. Le journaliste est l'homme des passions tristes. La catastrophe est l'aubaine médiatique par excellence.

Auschwitz a produit des effets philosophiques déprimants – à juste titre. Certains penseurs honorables de l'Ecole de Francfort ont décrété la faillite définitive de la raison ou l'obscénité d'écrire encore de la poésie après les camps. Voyez *Eclipse de la raison*, d'Adorno et Horkheimer. En France, d'autres ont théorisé l'impossibilité de la pensée en décrétant impensable ce qui, justement, aurait dû être pensé. Or, si la Shoah a eu lieu, c'est moins un effet de trop de raison que le produit de pas assez de raison, mais ce n'est nullement un effet de raison !

L'une de ces pensées déprimantes fut celle de Hans Jonas, l'auteur en 1979 d'un ouvrage majeur dans la construction d'une pensée européenne d'après les camps. *Le principe de responsabilité* développe l'idée d'une nécessaire « heuristique de la peur » (autrement dit : d'un bon usage de l'effroi) pour amener les hommes à agir dans le sens éthique. Défaite de la pensée qu'une pensée qui joue avec la frayeur plus qu'avec la raison et qui choisit de faire peur plutôt que de faire penser – car l'un et l'autre se contredisent ! Jonas part du principe qu'on convertit mieux en agitant des épouvantails qu'en éduquant. Aujourd'hui, les films de Nicolas Hulot ou de

Yann Arthus-Bertrand mettent ce scénario philosophique en images grand public.

Hans Jonas écrivit également *Le concept de Dieu après Auschwitz* (1984), dans lequel il se demande ce qu'est un Dieu qui laisse faire pareille monstruosité. De sorte que ce philosophe s'installe dans la logique de la croyance, de la foi – autrement dit, une fois de plus, dans un registre exactement contraire à la raison. En appeler à l'apocalypse pour accélérer l'épiphanie relève du messianisme, mais sûrement pas de la philosophie des Lumières, dont je persiste à penser qu'elle reste d'actualité – avec urgence, même...

Energie politique

Jonas écrivit contre *Le principe espérance* (1954-1959) d'Ernst Bloch et contre *L'esprit de l'utopie* (1918). On ne lit pas assez ce philosophe qui défend l'« utopie concrète » dans l'esprit des Lumières et les « épures d'un monde meilleur » dans l'optique des possibles de gauche et non dans l'ordre terrifiant de l'idéal. La pensée de la catastrophe de Jonas se construit sur les débris de l'hitlérisme et sur la réification du capitalisme qui transforme les autres, le monde et la nature en objets exploitables – donc exploités. Mais elle ajoute de la peur à la peur et entrave un usage correct de la raison. Cette pensée sombre d'un monde sombre devait fatalement générer l'adhésion du plus grand nombre...

La pensée de la catastrophe dispose en France de son thuriféraire avec Paul Virilio, dont l'œuvre entière, catholique déclarée, croit également que l'apocalypse est une bonne méthode pour annoncer l'évangile – au sens étymologique : la bonne nouvelle. Virilio pense toujours le réel à partir du pire : s'il parle avion, il disserte sur le crash ; s'il entretient de la voiture, il devise sur l'accident ; s'il aborde le train, il parle déraillement ; s'il s'exprime sur le bateau, il renvoie au naufrage ; s'il touche à la question de l'informatique, il glose sur le bug.

Tout le monde a oublié que, dans les mois qui ont précédé le passage à l'an 2000, il était le penseur invité de la catastrophe : il annonça partout – livres, articles, débats, conférences, plateaux de télévision, articles, expositions à la Fondation Cartier, catalogues – que, tout étant désormais piloté par informatique, l'impéritie des programmeurs qui avaient oublié que le 31 décembre 1999 après minuit nous passerions au 1er janvier de l'an 2000 (!) nous vaudrait des avions qui s'écraseraient, des bateaux qui rateraient l'entrée dans le port, des embouteillages monstrueux, des distributeurs de billets qui vomiraient leurs grosses coupures. Au matin de la nouvelle année, pas un seul distributeur de sous-préfecture n'a

délivré de francs comme un cadeau de Noël un peu tardif... Nonobstant l'invalidation cruelle de sa théorie par les faits, la pensée catastrophiste de Paul Virilio fait toujours autorité en la matière.

La pensée du réel à partir de la peur concerne évidemment le nucléaire, un objet rarement considéré par les philosophes. Quand il l'est, par Karl Jaspers dans *La bombe atomique et l'avenir de l'homme* (1958), par Günther Anders dans *La menace nucléaire* (1981), sous-titré *Considérations radicales sur l'âge atomique*, ou par Glucksmann dans *La force du vertige* (1983), c'est dans la perspective polémologique de la guerre nucléaire, rarement dans celle de l'usage civil de cette énergie politique.

J'écris « énergie politique », car elle fut décidée par le général de Gaulle selon des considérations politiques et nullement écologiques – un souci alors ultraminoritaire, même si, à cette époque, on pouvait lire Ellul ou Charbonneau, deux excellents philosophes injustement oubliés. Le chef de l'Etat, dont le *credo*, ici comme ailleurs, était la souveraineté de la nation, voulait que la France ne dépende de personne en matière d'énergie. A défaut de pétrole, et dans la perspective de l'épuisement des énergies fossiles comme le charbon, le nucléaire offrait en pleine guerre froide une possibilité d'indépendance nationale en matière d'énergie civile. Avec la bombe atomique, le chef de l'Etat assurait également une position de force qui dissuadait les Américains ou les Soviétiques de songer à faire de la France une colonie ou une base arrière à leurs impérialismes. Revers de la médaille : l'indépendance de la France se payait tout de même d'une politique africaine cynique et machiavélienne – on ne trouve pas d'uranium dans le Cantal ou la Corrèze...

Hystérique

Le nucléaire civil permet le confort bourgeois auquel personne ne s'oppose, à droite comme à gauche, du moins tant qu'il s'agit de partis susceptibles de gouverner la France de façon réelle plus qu'idéologique. L'électricité nourrit les appareils domestiques qui simplifient la vie – la machine à laver au lieu du lavoir, le four au lieu de la cheminée, le radiateur au lieu du mirus, le néon au lieu de la bougie, le réfrigérateur au lieu du garde-manger... Elle alimente les instruments de communication – les batteries du téléphone portable, le secteur des ordinateurs, le transformateur des télévisions. Qui oserait aujourd'hui inviter à vivre sans électricité ?

Dès lors, la question est simple : soit on refuse l'électricité et le problème de sa production nucléaire disparaît ; soit on est condamné à sa production. Et ses formes renouvelables ? Séduisantes, à la mode, dans le

vent de l'écologie, certes, mais, semble-t-il, insuffisantes pour les besoins quotidiens et réguliers de notre consommation actuelle. Le photovoltaïque, la biomasse, l'éolien, l'hydraulique fonctionnent en appoint mais ne suffisent pas à répondre à la totalité du considérable besoin d'énergie de nos civilisations.

Avec la catastrophe japonaise, la tentation est grande de renoncer à la raison, puis de convoquer l'émotion. Les images télévisées montrent le cataclysme en boucle et les commentaires de prétendus experts mériteraient eux aussi d'être montrés en boucle, mais plus d'une journée : on verrait ainsi comment ceux qui, le jour même, écartent absolument la fusion du réacteur comme une vue de l'esprit nous expliquent aujourd'hui qu'elle est possible, voire probable, avant qu'ils ne la commentent possiblement après coup en expliquant qu'elle était inévitable dès le premier jour... Le traitement médiatique de cette catastrophe est hystérique, incantatoire, acéphale – comment, par exemple, en commentant les images qui montraient l'étendue de la catastrophe, donc qui prouvaient l'hécatombe en vies humaines, le journaliste peut-il annoncer en même temps un bilan de dix-neuf morts, alourdi à vingt et un une heure plus tard ?

Cette catastrophe n'est pas pensée par la classe politique en dehors de la politique politicienne. Les écologistes avancent leurs pions. Qui pourrait d'ailleurs leur en vouloir ? La droite et la gauche de gouvernement qui soutiennent la politique nucléaire française font des effets d'annonce, car eux aussi songent aux prochaines échéances électorales - en l'occurrence, les cantonales. Mais tout cela n'est jamais que torse bombé devant les caméras. On annonce des réunions, des vérifications, des tests, des commissions, mais une fois l'émotion passée, gageons que rien ne sera fait. Le restant du spectre politique qui n'arrive jamais au pouvoir peut se permettre de jouer la carte de l'éthique de conviction sans souci de l'éthique de responsabilité : il suffit dès lors d'arrêter tout de suite les centrales et de se mettre aux énergies renouvelables demain matin...

Impéritie

Or il nous faut penser en dehors des émotions. La catastrophe fait partie du monde. Catastrophe mythologique et religieuse si l'on y croit (Adam et Eve chassés du paradis originel, le Déluge, la destruction de Sodome et Gomorrhe, les plaies d'Egypte) ou, plus sérieusement, catastrophe naturelle (la chute d'une météorite qui détruit les dinosaures, l'engloutissement de l'Atlantide, Pompéi rayé de la carte par l'éruption du Vésuve, le tremblement de terre de Lisbonne suivi d'un raz de marée, les

tremblements de terre de San Francisco ou plus récemment d'Haïti...), on ne peut pas grand-chose contre elles. En revanche, on peut lutter contre les catastrophes culturelles, autrement dit celles dont la responsabilité totale incombe aux hommes (massacres, dictatures, tyrannies, génocides, guerres, pollutions massives, etc.).

Ce qui a lieu au Japon relève d'abord de la catastrophe naturelle, rappelons-le : une catastrophe géomorphologique explicable par la tectonique des plaques, suivie par une conséquence, un raz de marée consécutif au déplacement de ces plaques. Cette vague scélérate ne procède pas des hommes, mais de la nature. Que celle-ci endommage tout ce qui se trouve sur son passage, y compris des centrales nucléaires, rien que de très normal... Les lois de la nature sont connues depuis longtemps et seule leur ignorance par une poignée d'hommes a provoqué ce qui a eu lieu. Cette ignorance en fait ensuite une catastrophe culturelle.

En effet, nul n'ignore que le Japon, se trouvant à la confluence de plusieurs plaques, est un lieu sismique du globe par excellence. Dès lors, le problème est moins le nucléaire que l'impéritie des Japonais, qui, sachant leur pays sujet aux tremblements de terre, donc aux tsunamis qui les accompagnent quand l'épicentre est en mer près des côtes, ont tout de même construit des centrales nucléaires bien qu'ils sachent possible, pensable, sinon probable, le fameux *Big One* qui détruirait le pays tout entier.

Le Japon et les Japonais ont fait prendre des risques considérables à l'humanité et à la planète. Si l'on construit ses villes au pied d'un volcan, il ne faut pas s'étonner un jour qu'elles disparaissent sous la lave et sous la cendre. Si l'on bâtit 17 centrales nucléaires, pour un total de 55 réacteurs, dans un pays quotidiennement sujet aux secousses sismiques, il faut bien que cette catastrophe naturelle inévitable soit amplifiée par la catastrophe culturelle évitable qu'est la multiplication de ces bombes atomiques japonaises potentielles...

La question semble moins « pour ou contre le nucléaire » que « pour ou contre les pleins pouvoirs » à ceux qui transforment les centrales nucléaires en occasions de bénéfices et de profits considérables, en instruments à fonctionnement paramilitaire, en vestibules au marché du nucléaire militaire et en bombes atomiques potentielles placées à l'entrée des villes où le peuple vit, aime et travaille.

Ici, comme ailleurs, il est temps que, comme avec la diplomatie et la politique étrangère qui échappent au pouvoir du peuple, les élites rendent des comptes aux citoyens. Le nucléaire ne doit pas être remis en question dans son être mais dans son fonctionnement : il doit cesser d'être un

reliquat monarchique pour devenir une affaire républicaine. La technocratie supplante souvent la démocratie. Un an avant la présidentielle, les candidats potentiels seraient bien inspirés de proposer leurs visions des choses quant à la restitution au peuple de ce qui lui appartient : la souveraineté... Car, sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres, notre démocratie est une catastrophe...

Michel Onfray



Alors, cette autogestion du nucléaire, ça vient ?

Bertrand Louart

Le tronc du culte de la technoscience

Dans la série “pourritures nucléaristes”

Paru dans l'hebdomadaire de Radio Zinzine, *L'Ire des chênaies,* mai 2011

Michel Onfray se présente comme le nouveau héraut de la « gauche radicale » dans les médias. Si le créateur des universités populaires est surtout connu pour son athéisme, on sait moins qu’il est pro-nucléaire et pro-transgène. Fou de vitesse, hédoniste, matérialiste, ce pape de l’athéisme se veut un «rebelle», mais, vu de près, sa philosophie a un goût de progressisme et d’étatisme trop bien connu.

Sacré « champion de la gauche de la gauche », Michel Onfray n’a pas peur de prôner un capitalisme libertaire :

> Je suis un antilibéral absolu. En revanche, moi, je ne suis pas anticapitaliste car le capitalisme c’est la possibilité de créer des richesses avec des gens qui possèdent, qui investissent… alors je ne vois pas d’alternative à ça. (Émission Pas de quartier sur Radio libertaire, 3 février 2004).

Le pire pour lui est d’entendre

> les vieilles scies militantes d’hier et d’avant-hier: cosmopolitisme des citoyens du monde, fraternité universelle, abolition des classes et des races, disparition du travail et du salariat, suppression du capitalisme, pulvérisation de toutes les aliénations, égalitarisme radical. (*L’Archipel des comètes*, éd. Grasset, 2001)

D’ailleurs, lorsque Sarkozy a voulu panthéoniser Albert Camus, ne conclut-il pas sa tribune *Monsieur le Président, devenez camusien!* (*Le Monde*, 24 novembre 2009) par cette phrase qui veut tout dire:

> Si vous aimez autant Camus que ça, devenez camusien. Je vous certifie, Monsieur le Président, qu’en agissant de la sorte vous vous trouveriez à l’origine d’une authentique révolution qui nous dispenserait d’en souhaiter une autre.

Voilà donc un « libertaire », un « rebelle » qui attend du Chef de l'État la prise en main d'un changement social radical [15], car il craint plus que tout l'activité autonome des peuples…

Par amour pour les manipulations génétiques et le nucléaire, il utilise une rhétorique consistant à psychiatriser les opposants:

> Les peurs dues au transgénisme ressemblent à s'y méprendre à celles qui accompagnèrent la naissance de l'électricité ou du chemin de fer, voire de l'énergie nucléaire – qui rappelons-le, n'a jamais causé aucun mort: Hiroshima et Nagasaki, puis Tchernobyl procèdent du délire militaire américain, puis de l'impéritie industrielle et bureaucratique soviétique, en aucun cas du nucléaire civil en tant que tel. (*Féeries anatomiques*, éd. Grasset, 2003, p. 176).

Sa démonstration est celle d'un croyant qui considère les catastrophes comme des « dysfonctionnements » secondaires, ne remettant pas en cause la logique profonde du système. Les cancéreux de France, contaminés d'Ukraine, les liquidateurs de Tchernobyl – qui bien évidement pour les pronucléaires n'existent pas (on est fondé ici à parler de négationnisme) – et autres irradiés de Polynésie apprécieront.

Ce scientisme borné ne se montre jamais mieux sous son vrai jour – inhumain et immonde – que lorsque les événements viennent le démentir. La catastrophe nucléaire de Fukushima nous montre les contorsions et pirouettes dont est capable notre libertaire d'État et philosophe de médias dans l'article *Catastrophe de la pensée catastrophiste* [16] qu'il a commis dans *Le Point* du 22 mars 2011.

> L'un des signes du nihilisme contemporain se trouve dans le pessimisme: la quasi totalité des problèmes d'aujourd'hui sont abordés sous l'angle du pire. La logique médiatique n'est pas pour peu dans la prolifération de cette négativité: elle ne vit que de la catastrophe. Qui peut imaginer une «ouverture» du journal de 20 heures (la grand-messe cathodique qui fabrique l'opinion, comme le fit pendant plus d'un millénaire la grand-messe catholique…) avec une bonne nouvelle?

Courageusement, notre penseur médiatique s'en prend à la main qui le nourrit. Comme on dit dans les supermarchés « il faut positiver » : à l'heure où les réacteurs nucléaires japonais sont toujours en fusion, il serait urgent, en effet, de parler d'autre chose. De choses positives et joyeuses qui ne viennent pas embarrasser le *credo* scientiste du philosophe Onfray, par exemple ?

---

[15] Voir aussi la chronique de Jean-Pierre Garnier intitulée *Le libertaire du président* sur <http://blog.agone.org/post/2010/01/25/Le-libertaire-du-President>

[16] Texte complet ci-dessous ou sur <http://www.lepoint.fr/chroniques/catastrophe-de-la-pensee-catastrophiste-22-03-2011-1316274_2.php>

> Quelle “une” de presse écrite se fait avec autre chose que le sensationnel ? Ce tropisme s’explique par le fait que les médias fonctionnent moins avec le cerveau, la raison et l’intelligence qu’avec les émotions, les tripes et le pathos. Le journaliste est l’homme des passions tristes. La catastrophe est l’aubaine médiatique par excellence.

De quoi se plaint notre penseur médiatique ? Si les médias fonctionnaient plus avec le cerveau, la raison et l’intelligence, il ne pourrait se faire passer pour un philosophe, un libertaire, ni un rebelle ! Ce qui attriste Onfray, ce n’est donc pas la catastrophe elle-même, ce qu’elle signifie pour la civilisation industrielle et pour notre existence, mais son exploitation médiatique, sa représentation dramatique. Alors que jusque-là tout allait si bien dans le petit monde de monsieur Onfray ! Le voilà bien embêté avec cette catastrophe qui l’oblige à faire un papier sur le nucléaire.

> J’écris «énergie politique», car elle fut décidée par le général de Gaulle selon des considérations politiques et nullement écologiques – un souci alors ultraminoritaire, même si, à cette époque, on pouvait lire Ellul ou Charbonneau, deux excellents philosophes injustement oubliés. Le chef de l’État, dont le credo, ici comme ailleurs, était la souveraineté de la nation, voulait que la France ne dépende de personne en matière d’énergie. A défaut de pétrole, et dans la perspective de l’épuisement des énergies fossiles comme le charbon, le nucléaire offrait en pleine guerre froide une possibilité d’indépendance nationale en matière d’énergie civile. Avec la bombe atomique, le chef de l’Etat assurait également une position de force qui dissuadait les Américains ou les Soviétiques de songer à faire de la France une colonie ou une base arrière à leurs impérialismes.

Ici, on se demande si notre penseur ne confond pas Charles de Gaulle et Valery Giscard d’Estaing. Belle inversion de la réalité historique en tout cas, qui fait débuter l’ère nucléaire en France par le civil et non le militaire. De Gaulle voulait la Bombe pour asseoir la «grandeur de la France» dans le concert des grandes puissances; de là est sorti le Commissariat à l’Énergie Atomique (CEA), un État dans l’État, le berceau de la mafia nucléariste française. Giscard a ensuite développé le programme nucléaire civil à partir de 1974, prétextant la crise pétrolière, mais surtout pour le bénéfice de ses amis industriels, dont Schneider. Notre libertaire tente ici de faire passer la folie des grandeurs et les intérêts industriels de chefs d’État pour de la prévoyance et de la bienveillance…

> Le nucléaire civil permet le confort bourgeois auquel personne ne s’oppose, à droite comme à gauche, du moins tant qu’il s’agit de partis susceptibles de gouverner la France de façon réelle plus qu’idéologique.

Personne ne s'oppose au confort bourgeois, et surtout pas le rebelle Onfray. Quant à ceux qui s'y opposent, ils ne sont fort heureusement pas membres des partis politiques susceptibles de gouverner. Donc, ils ne sont pas sérieux. Hors de l'État et des partis de gouvernement, point de salut. Ce mépris de toute prise de position autonome est un des *leitmotiv* de la réflexion d'Onfray.

> L'électricité nourrit les appareils domestiques qui simplifient la vie – la machine à laver au lieu du lavoir, le four au lieu de la cheminée, le radiateur au lieu du mirus, le néon au lieu de la bougie, le réfrigérateur au lieu du garde-manger... Elle alimente les instruments de communication – les batteries du téléphone portable, le secteur des ordinateurs, le transformateur des télévisions. Qui oserait aujourd'hui inviter à vivre sans électricité?

Le nucléaire ou la bougie! Il fallait bien un philosophe de la trempe d'Onfray pour nous rappeler cet imparable slogan qu'EdF employait dans les années 1970!

> Le photovoltaïque, la biomasse, l'éolien, l'hydraulique fonctionnent en appoint mais ne suffisent pas à répondre à la totalité du considérable besoin d'énergie de nos civilisations.

Et comme personne de sérieux ne s'oppose au confort bourgeois, c'est donc que le nucléaire est in-dis-pen-sable, in-con-tour-nable, in-é-vi-table – mettez-vous bien cela dans le crâne, bon sang! D'ailleurs les pays qui n'ont pas le nucléaire sont plongés dans la nuit de l'obscurantisme en étant réduits à s'éclairer à la bougie et se chauffer au feu de bois. C'est pourtant bien connu.

> Le restant du spectre politique qui n'arrive jamais au pouvoir peut se permettre de jouer la carte de l'éthique de conviction sans souci de l'éthique de responsabilité: il suffit dès lors d'arrêter tout de suite les centrales et de se mettre aux énergies renouvelables demain matin…

Ces antinucléaires, quels irresponsables avec leurs idées simplistes, tout de même! On les laisserait faire, ils nous mèneraient tout droit à la catastrophe.

> Or il nous faut penser en dehors des émotions.

Nous dit ce penseur qui, littéralement, *panique* en cherchant comment justifier l'injustifiable.

> Le Japon et les Japonais ont fait prendre des risques considérables à l'humanité et à la planète.

Le péril jaune est de retour! Ce sont les Japonais, tous les Japonais qui sont irresponsables. Pas la mafia nucléariste japonaise ni les partis de

gouvernements qui ont entériné le programme nucléaire japonais, non, non, non! Les dirigeants n'y sont pour rien, c'est le peuple japonais, qui voulait le confort bourgeois, qui est responsable de ce drame. Ils n'avaient qu'à s'éclairer à la bougie et se chauffer au feu de bois, ces sales jaunes! Quant aux antinucléaires japonais, l'État a eu bien raison de les réprimer durement, car ils sont aussi irresponsables que les antinucléaires français.

> Le nucléaire ne doit pas être remis en question dans son être mais dans son fonctionnement: il doit cesser d'être un reliquat monarchique pour devenir une affaire républicaine. La technocratie supplante souvent la démocratie. Un an avant la présidentielle, les candidats potentiels seraient bien inspirés de proposer leurs visions des choses quant à la restitution au peuple de ce qui lui appartient: la souveraineté…

Autogestion du nucléaire! Voilà le dernier mot de la pensée de notre philosophe libertaire et rebelle: la technique est neutre; ce sont les méchants capitalistes et les vilains technocrates qui ont dévoyé cette belle et généreuse invention qu'est le nucléaire civil. Rejoignant les positions de l'éternel nucléariste PCF, Onfray réclame donc un «service public» du nucléaire vraiment transparent et démocratique.

Il ne vient pas à l'esprit de notre penseur que la concentration, qu'implique nécessairement l'industrie nucléaire, d'une puissance économique, technique et énergétique en si peu de mains soit par essence et inévitablement antidémocratique. La démesure et l'aliénation qui est son corolaire sont des phénomènes qui ont échappé à notre BHL de la «gauche libertaire» (car il crache, bien évidemment, sur le BHL de droite), qui en réalité ne semble se soucier, dans cette affaire que du petit jeu politicien franco-français. Quelle hauteur de vues!

Notre philosophe a-t-il entendu parler du *scientisme*? C'est faire de la science et de la technologie une religion de substitution. Et c'est bien là qu'achoppe la «pensée» de Michel Onfray – si du moins elle existe. Ce pourfendeur des religions oublie de s'en prendre à la religion – ce qu'il n'est absolument pas exagéré d'appeler le *culte officiel d'État* – qui domine les sociétés capitalistes et industrielles depuis deux siècles: *la foi dans le progrès des sciences et des techniques* qui permet de résoudre tous les problèmes de l'humanité, y compris ceux qu'elles ont elles-mêmes générés.

Et comme ce libertaire d'État n'a de cesse de nous le rappeler, l'urne dans laquelle on met son bulletin de vote est bel et bien *le tronc du culte de la technoscience!*

Un certain Bakounine – qui ignorait tout de l'énergie et de l'industrie nucléaire, mais qui savait penser un peu au-delà de son confort bourgeois – connaissait déjà les ressorts du scientisme:

> Et toutes les fois que les hommes de la science, sortant de leur monde abstrait, se mêlent de création vivante dans le monde réel, tout ce qu'ils proposent ou créent est pauvre ou ridiculement abstrait, privé de sang et de vie, mort-né […]. Le gouvernement de la science et des hommes de la science […] ne peut être qu'impuissant, ridicule, inhumain, cruel, oppressif, exploiteur, malfaisant. On peut dire des hommes de la science, comme tels, ce que j'ai dit des théologiens et des métaphysiciens: ils n'ont ni sens ni cœur pour les êtres individuels et vivants. On ne peut pas même leur en faire un reproche, car c'est la conséquence naturelle de leur métier.

Michel Bakounine, *Dieu et l'État*, 1882.

Quel est donc le métier de M. Onfray ? Ce « penseur » est plutôt un poseur. Un bouffon médiatique qui s'est déjà abaissé au niveau d'un BHL et qui, n'en doutons pas, s'enfoncera plus loin encore. Car « on n'arrête pas le progrès» et «quand on a touché le fond, on peut toujours creuser ».

Bertrand Louart

Paru dans l'hebdomadaire de Radio Zinzine,
L'Ire des chênaies n°394, 18 mai 2011 et n°395, 25 mai 2011.



Onfray en BHL :

Méfiez-vous des imitations !

Réponse de M. Onfray à toutes ces critiques :



Groumph ! Bande de fascistes !

Faut-il laisser passer sans réagir une profession de mauvaise foi qui témoigne à la fois d'une ignorance crasse de ce qu'est le capitalisme (et la pensée marxienne, confondue avec l'idéologie marxiste) ? Faut-il laisser fleurir ces illusions mêlées de couardise typiques du néo-petit-bourgeois qui rêve d'en finir avec la domination sans avoir à s'affronter avec les dominants ?

Notre philosophe a-t-il entendu parler du *scientisme* ? C'est faire de la science et de la technologie une religion de substitution. Et c'est bien là qu'achoppe la «pensée» de Michel Onfray – si du moins elle existe. Ce pourfendeur des religions oublie de s'en prendre à la religion – ce qu'il n'est absolument pas exagéré d'appeler le *culte officiel d'État* – qui domine les sociétés capitalistes et industrielles depuis deux siècles : *la foi dans le progrès des sciences et des techniques* qui permet de résoudre tous les problèmes de l'humanité, y compris ceux qu'elles ont elles-mêmes générés.

Onfray,
ferme ta gueule !